



Consortium de la Direction Générale :

***exigeons la concertation,
soutenons l'opposition de la CGT-Inra***

Devant le Conseil Scientifique National (CSN) de l'INRA réuni le 12 septembre, la Direction Générale (DG) persiste dans son refus de consulter les personnels sur sa contribution au projet de constitution d'un consortium INRA-CIRAD-Écoles Agronomiques.

Instance consultative devant se prononcer sur l'ensemble de la politique scientifique de l'organisme, le CSN est composé, outre des membres de droit (issus de la DG et des ministères de tutelle) de neuf membres nommés parmi des personnalités scientifiques extérieures et de neuf membres élus par les agents de catégorie A (de AI à DR) de l'INRA.

Strictement limité à un échange de vues, l'examen de la proposition de la DG pour un consortium, sous forme d'un **Établissement Public de Coopération Scientifique (EPCS)**, n'a fait l'objet d'aucun vote. Tout au plus, les membres du CSN présents ont-ils pu exprimer les remarques qui leur venaient à la lecture d'un document élaboré par la DG seule et que seule, elle présentera en son nom comme contribution à la mission Chevassus-au-Louis. **Aucune autre forme de consultation n'est envisagée par la DG pour un projet qui bouleversera profondément l'INRA. Seul un point d'information est prévu au CTP du 17 septembre, rien de plus.**

La mobilisation des chercheurs, des ingénieurs et des techniciens est donc plus que jamais nécessaire pour que leur opinion soit prise en compte. Aujourd'hui, la confiscation de la réflexion sur la stratégie de l'INRA par la DG et quelques cadres bien informés devient insupportable. Chaque jour, le carriérisme et le conformisme progressent au détriment du débat scientifique et finissent par empêcher l'Institut de véritablement innover dans le champ de ses missions. **Ce projet très pernicieux de consortium en témoigne une fois de plus.**

Si la DG et le président du CSN ont fait en sorte que l'opinion du CSN ne puisse se formaliser, il a pourtant été possible d'entendre un jugement sévère à plusieurs voix sur un texte aux perspectives très inquiétantes ; un texte avec beaucoup de questions en suspens, auxquelles aucune réponse n'a été apportée. Par exemple, il laisse entrevoir **la fusion pure et simple des organismes membres du consortium, même si cela « n'est pas envisagé dans un premier temps » (sic)**. D'autant plus qu'un EPCS est une structure pérenne, mise en place par **décret (prévu pour la fin 2008 !)** et dont les membres ne peuvent pas se retirer. Combiné avec les propositions des rapports Schwartz et Hoffmann, nous allons droit vers la disparition du statut de chercheur à temps plein et la précarité généralisée quelque soit le corps d'appartenance.

Page 1 sur 3

La capacité d'une grosse structure d'enseignement-recherche à réconcilier les étudiants avec la recherche a été fortement mise en doute par plusieurs intervenants qui soulignaient que la cause de la désaffection des jeunes pour la science était bien ailleurs (notamment dans les bas salaires et le manque de reconnaissance des formations de troisième cycle au niveau des carrières, à commencer dans la Fonction publique).

Une des personnalités du conseil extérieures à l'INRA travaille à Wageningen (Pays-Bas), où une opération semblable avait été montrée en exemple par la DG. Notre collègue a témoigné de l'incapacité de ces rapprochements technocratiques à faire émerger davantage de projets communs entre université et recherche et elle a souligné combien il était naïf de croire qu'une superstructure amène les organismes fondateurs à mieux travailler ensemble.

Pour leur part; les élus parrainés par la CGT-Inra au CSN et son représentant se sont élevés contre le déni de démocratie du processus en cours. Ils ont insisté sur le fait que le CSN devrait au contraire refuser de se laisser déposséder de ses capacités d'intervention, comme cela résulterait de la mise en place de ce consortium dont la gouvernance est des plus floue. Ils ont souligné le **danger** que représente le projet **pour les centres et sites INRA non associés à des pôles d'enseignement agronomique** qui naturellement draineront la plupart des moyens. Ils ont pointé les incohérences entre les objectifs et le projet qui laisse de côté le pôle Ile-de-France et le CEMAGREF. Ils ont dénoncé le caractère dangereux de tels montages dans un contexte où **le gouvernement veut supprimer en 2009 : 450 emplois de titulaires dans l'enseignement supérieur et 450 dans les établissements de recherche !**

Plus que jamais, la CGT-Inra appelle les personnels à reprendre la main et à se mobiliser contre ce projet qui les entraîne vers plus de précarité, moins de moyens et les éloigne d'une véritable recherche scientifique au service des citoyens.

Adresse à l'attention de la Direction Générale pour le CTP du 17 septembre 2008

- le rejet du consortium
- le maintien de l'intégrité et des compétences de l'EPST INRA et sa non inclusion dans l'EPCS,
- le renouvellement de tous les postes libérés par les départs en retraite,
- le maintien du soutien de base récurrent comme moyen primordial de fonctionnement des unités,
- le maintien du statut de titulaires et pour les personnels actuels et pour ceux à recruter (chercheurs, ingénieurs et techniciens),
- le rejet sans appel des rapports Schwartz et Hoffmann comme la volonté de notre PDG d'introduire des « primes d'excellence »
- l'intégration dans les corps actuels des agents non titulaires selon un plan d'intégration négocié,
- l'amélioration substantielle du pouvoir d'achat, par la revalorisation de la grille indiciaire, non par des primes « à la tête du client »,
- la restauration du débat dans les instances de consultation et de décision de l'INRA.

Exigeons tous ensemble qu'une discussion soit ouverte dans tous les conseils de centres et de départements avant toute décision définitive, c'est la moindre des choses !

n° fax DG : 01 42 75 90 55 et/ou e-mail DG : Marion.Guillou@paris.inra.fr

Copie : cgt@inra.fr ou par fax au 01.39.02.14.50